

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

ARRÊTÉ

**Portant autorisation d'une installation classée
au titre du Code de l'Environnement**

**Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le Code de l'Environnement et, notamment, ses articles L. 515-1 à L. 515-6 ;
- VU le Code Minier ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n° 2002-89 du 16 janvier 2002,
- VU le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et, notamment, ses articles 3 à 10 et 23-3 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1991 modifié autorisant la SAS ANDRE BIDAULT à exploiter une carrière à ciel ouvert d'arène granitique à SAINT-BRANDAN, au lieu-dit *La Vallée* ;
- VU la demande déposée le 27 février 2006 par la SAS ANDRE BIDAULT en vue du renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée;
- VU les compléments, plans et documents annexés à la demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 15 mai au 15 juin 2006 en mairie de SAINT-BRANDAN et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU les avis des communes de SAINT-BRANDAN, LE FOEIL, L'HERMITAGE-SUR-LORGE, PLOEUC-SUR-LIE et PLAINTEL
- VU les avis des services de l'Etat ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 8 septembre 2006 ;
- VU la consultation effectuée le 8 septembre 2006, conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation carrières » du 25 septembre 2006 ;
- VU le délai de 15 jours accordés à l'exploitant pour présenter éventuellement des observations, conformément à l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

- CONSIDERANT que l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement ne peut être autorisée que si les dangers ou inconvénients qu'elle engendre peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT les engagements pris par l'exploitant au travers du dossier de demande et des documents transmis tout au long de la procédure d'autorisation ;
- CONSIDERANT que l'impact de l'installation, compte-tenu des prescriptions du présent arrêté est limité et maîtrisé, notamment en ce qui concerne l'eau et le bruit ;
- CONSIDERANT la compatibilité du projet avec le Schéma départemental des carrières ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des COTES-D'ARMOR,

A R R Ê T E

Article 1 - AUTORISATION

- 1.1 - La SAS ANDRE BIDAULT, dont le siège social est situé *La Saudraie* à PLOUFRAGAN est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'arène granitique sur la commune de SAINT-BRANDAN au lieu-dit *La Vallée*.
- 1.2 - Cette autorisation correspond aux rubriques suivantes de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° (régime)	Nature et volume des activités	Capacité
2510 (A.3)	Exploitation de carrière d'arène granitique (sans usage d'explosifs)	P _{Max} = 30 000 t /an P _{Moy} = 25 000 t /an Durée : 30 ans

(A) : régime d'autorisation ; (D) : régime de déclaration ; (-) : activité sous le seuil de la déclaration

1.3 - Localisation

- L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains suivants, conformément aux plans annexés à cet arrêté :

Section ZH	Parcelles n° 199p, 203p et 208
------------	--------------------------------

- L'ensemble de ces terrains représente une superficie de 96 410 m².

1.4 - Durée de l'autorisation

- L'autorisation est accordée pour **30 ans** à compter de la date du présent arrêté. Cette durée inclut les travaux de remise en état.
- L'extraction de matériaux n'est cependant accordée que pour 20 ans à compter de la date du présent arrêté.

1.5 - Production autorisée

- La production maximale, calculée sur une période d'un an, est de **30 000 t**.
- La production moyenne, calculée sur une période de cinq ans est de **25 000 t**.

1.6 - Extraction de matériaux autorisée

- L'extraction est faite sur une hauteur maximale de **8 mètres** par rapport au terrain naturel.
- En particulier, aucune extraction n'est autorisée sous le niveau haut de la nappe phréatique et sous l'altitude **175 m NGF**.

1.7 - Conformité au dossier

Sauf disposition réglementaire contraire ou prévue par le présent arrêté, les installations devront être implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier déposé le 27 février 2006 et ses compléments.

1.8 - Taxes et redevance

Conformément à l'article 266 *sexies* du Code des Douanes, l'exploitant est assujéti à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté et d'une taxe à l'exploitation annuelle, éventuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier.

1.9 - Modifications et changement d'exploitant

- Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.
- En cas de changement d'exploitant soumis à autorisation préfectorale, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Y sont annexés des documents attestant des capacités techniques et financières ainsi que de la constitution des garanties financières prévues à l'article 7.

1.10 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

- L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.
- Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

Article 2 - AMENAGEMENTS

2.1 - Panneaux

L'exploitant est tenu, dans les trois mois suivant la date de cet arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2 - Matérialisation du périmètre autorisé

- Le périmètre de l'exploitation et celui d'extraction sont matérialisés par un bornage ou tout autre dispositif équivalent.
- Une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie et autour des zones dangereuses de la carrière permet d'en interdire l'accès.
- En particulier, un portail interdit l'accès au site en dehors des heures d'ouverture au public.

2.3 - Aménagement et voies de communication

- L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. En particulier, des panneaux sont placés sur la RD700 de part et d'autre de l'accès à la carrière pour prévenir du risque,
- Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. Si nécessaire, un système de nettoyage des roues est utilisé.
- La voie de circulation interne des véhicules routiers est enrobée et régulièrement nettoyée.

- L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie selon les dispositions en vigueur et, notamment celles prévues par le Code Rural et les articles L131-8 et L141-9 du Code de la Voirie Routière.
- Un merlon d'une hauteur minimale de **3 mètres** est créé en bordure des terrains autorisés en extension (partie est). Ce merlon est végétalisé et entretenu.

2.4 - Déclaration de début des travaux

- Dès la mise en place des aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière (et, notamment, ceux prévus aux articles 2.1, 2.2 et 2.3) l'exploitant adresse au Préfet des COTES-D'ARMOR une déclaration de début d'exploitation dans laquelle il présente les aménagements réalisés pour s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté. Il y joint l'attestation de constitution de la garantie financière prévue à l'article 7.
- Aucun travaux d'extraction ne peut avoir lieu avant la publication dans la presse par le Préfet et aux frais de l'exploitant de l'avis début des travaux visé ci-dessus.

Article 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1 - Progression de l'exploitation

L'exploitation de la carrière est menée en six phases de cinq ans, de la façon suivante :

- Lors de chacune des quatre premières phases, 55 000 m³ d'arène granitique seront extraits (soit environ 125 000 t).
- 8 800 m³/an environ de remblais seront mis en place à partir de la seconde phase jusqu'à la fin de la cinquième phase pour retrouver la topographie d'origine.
- La dernière phase sera consacrée à la remise en état du site (achèvement de la végétalisation).

3.2 - Protection du patrimoine archéologique et géologique

- Dans le cas de découverte d'objets ou vestiges présentant un intérêt archéologique, l'exploitant cessera toute activité à proximité et informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de SAINT-BRANDAN ainsi que le Service Régional de l'Archéologie.

3.2.1 - En cas de découverte d'élément géologique remarquable, l'exploitant cessera toute activité à proximité et informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de SAINT-BRANDAN ainsi que les services de la DIREN et de la DRIRE.

- Les agents de ces services auront accès à la carrière sous couvert du respect des consignes de sécurité.

3.3 - Respect des limites d'extraction

- L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
- Elle ne peut pas être inférieure à **10 mètres** au droit du périmètre autorisé à l'exploitation et des différents bâtiments, ouvrages et installations présents sur le site.

3.4 - Décapage

- Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.
- Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

3.5 - Périodes d'exploitations

L'exploitation est interdite en cas de fortes pluies ou de périodes de sécheresse.

Article 4 - PREVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES

4.1 - Dispositions générales

- L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ou l'impact visuel.
- L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
- Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
- Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
- Les locaux et plates-formes de stockage doivent être nettoyés régulièrement afin d'éviter l'accumulation de poussières et de matières dangereuses et d'y permettre une circulation aisée, y compris pour les services de secours.

4.2 - Surveillance du respect du périmètre autorisé

- L'exploitant met à jour **au moins une fois par an** un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :
 - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
 - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;
 - les bords de la fouille ;
 - la position des stocks ;
 - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
 - le réseau de circulation des eaux ;
 - les zones remises en état.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 7 ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour l'année suivante.

4.3 - Surveillance de l'impact de la carrière

- L'ensemble des résultats d'analyses et de mesures demandées par le présent arrêté sont conservés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce que soit délivré le procès-verbal de récolement.
- Ces analyses et mesures sont réalisées aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité.
- L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire procéder à toute étude, mesure ou analyse supplémentaire aux frais de ce dernier.

4.4 - Prévention des pollutions

- Aucun stockage de produit dangereux pour l'Environnement n'est autorisé pour le site.
- Des systèmes de protection contre les pollutions sont disponibles en permanence sur le site (tapis, produit absorbant, ...).
- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

4.5 - Eau

4.5.1 - Circulation des eaux

L'exploitant collecte et fait passer l'ensemble des eaux recueillies sur le site par au moins un bassin de décantation et un séparateur d'hydrocarbures (ou un dispositif équivalent) avant rejet dans le milieu naturel.

4.5.2 - Points de rejet

Seuls deux points de rejets sont autorisés. Le débit de rejet est limité à 20L/s.

Les points de rejet sont équipés d'un système permettant de les bloquer en cas de pollution.

Les points de rejet sont clairement repérés et facilement accessibles.

4.5.3 - Valeurs admissibles pour les eaux rejetées

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Valeur maximale	Norme applicable
pH	semestrielle	6,5 - 8,5	NF T90 008
Conductivité	semestrielle	<i>Pour information</i>	
MEST	semestrielle	25 mg/L	NF EN 872
Hydrocarbures	annuelle	10 mg/L	NF T90 114
DCO	annuelle	30 mg/L	NF T90 101

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

4.5.4 - Surveillance des rejets

Un contrôle du respect des prescriptions de l'article précédent est réalisé pour chaque point de rejet selon les périodicités indiquées, pendant les périodes d'activité et lorsque les rejets sont les plus importants (**période pluvieuse**).

4.6 - Prévention du risque d'incendie

- L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.
- Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
- Les abords des bassins de décantation sont aménagés pour le stationnement de véhicules de lutte contre l'incendie et pour leur permettre un accès aisé.
- La périphérie du site en contact avec une zone boisée est régulièrement débroussaillée sur **au moins 10 mètres**.

4.7 - Bruit

- L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
- Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence sonore admissible de 07h à 22h	Émergence sonore admissible de 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	+6 dB(A)	+4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	+5 dB(A)	+3 dB(A)

Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété de la carrière au droit des habitations	De 07h à 22h	De 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés
<u>Lanvia</u>	47,5 dB(A)	45,5 dB(A)
<u>Robinson</u>	54,5 dB(A)	52,5 dB(A)
<u>La Vallée</u>	54,5 dB(A)	52,5 dB(A)

- Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé **dans les trois mois suivant les débuts des travaux puis tous les deux ans** au niveau des cités ci-dessus, pendant les périodes d'activité.

4.8 - Poussières

- L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.
- Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux.
- Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Elles sont arrosées autant que nécessaire.
- Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site est réalisée pendant les périodes d'activité, en période sèche, selon la procédure normalisée, dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis **tous les trois ans**.

Article 5 - REMBLAYAGE PAR DECHETS INERTES ISSUS DES TRAVAUX-PUBLICS

5.1 - Emplacement du remblayage et aménagement

- Le remblayage est réalisé de façon à préparer la remise en état prévue à l'article 6.
- Le remblayage n'est réalisé que dans l'excavation.

5.2 - Matériaux admis

- Le remblayage est effectué uniquement avec des terres non polluées, des déblais de terrassement et des matériaux inertes issus des chantiers de construction (à hauteur de 20 % maximum pour cette dernière catégorie). Il peut aussi être constitué des stériles d'extraction et des boues issues du lavage des matériaux présentant un caractère inerte.
- Seuls les déchets solides inertes tels que bétons, tuiles, céramiques, briques, verres, gravats, terres et autres substances minérales ou assimilables au substrat naturel sont admissibles.
- Les déchets dangereux, industriels spéciaux, organiques, fermentescibles, radioactifs, explosifs ou inflammables, ainsi que le plâtre, les matériaux contenant de l'amiante et les déchets non pelletables y sont interdits.

5.3 - Admission des matériaux

- Un plan de circulation, affiché à l'entrée de l'exploitation, précise les conditions de circulation, le trajet des véhicules et les lieux où s'effectuent le chargement et le déchargement.
- Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés.
- Pour pouvoir servir au remblayage, les matériaux font l'objet d'un contrôle visuel et olfactif à l'entrée du site, puis au déchargement et, enfin, lors du régalaage.

5.4 - Le bennage direct des matériaux est interdit.

- Des bennes permettent de stocker temporairement les déchets refusés lors des tris réalisés sur le site. Leur capacité totale est d'environ **50 m³**.

5.5 - Traçabilité

- Une procédure d'accueil et d'orientation des lots permet d'assurer la traçabilité des matériaux.
- Un registre permettant l'archivage des informations contenues par le bordereau de suivi des matériaux est tenu à jour par l'exploitant, conservé sur place et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, ou lors de toute réquisition de police.
- Ce registre mentionne, notamment, la zone de stockage des matériaux acceptés et le devenir des matériaux refusés.
- Il peut prendre la forme d'une compilation des bordereaux accompagnant les matériaux.
- Un schéma des zones remblayées est tenu à jour. Il y est fait figurer le tonnage, la nature et la provenance des matériaux enfouis.

Article 6 - REMISE EN ETAT DU SITE

6.1 - Principes généraux de la remise en état

La remise en état est réalisée par remblayage de l'excavation pour retrouver la topographie d'origine. Le site est végétalisé afin d'obtenir une prairie.

6.2 - Dispositions particulières

- Les merlons végétalisés sont conservés.
- Le maillage bocager est reconstitué à l'aide de plantations.

6.3 - Dispositions générales

- La remise en état est réalisée progressivement, au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.
- En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.
- Toutes les infrastructures (bâtiments, installations, pistes, aires enrobées, cuves, ...) sont supprimées.
- L'accès aux abords des zones dangereuses est efficacement interdit par une clôture solide et pérenne. Des panneaux avertissent du danger.
- L'exploitant doit adresser au moins 1 an avant la date d'échéance de l'autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1-I du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 7 - GARANTIES FINANCIERES

7.1 - Constitution

- Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la remise en état du site telle que prévue par le présent arrêté.
- Les montants de référence des garanties financières, pour un indice TP01 de 416,2 et une TVA de 20,6 % (valeurs en février 1998) sont de :

Période	Montant de référence (en euros)	Montant indicatif <i>indice mars 2006 : 550,3</i> <i>TVA : 19,6 %</i>
0 à 5 ans	47 188	61 874 €
5 à 10 ans	52 476	
10 à 15 ans	54 220	
15 à 20 ans	41 988	
20 à 25 ans	23 281	
25 à 30 ans	6 300	

7.2 - Réévaluation

- Le montant de la garantie financière est réévalué tous les cinq ans sur la base du montant prévu pour la période quinquennale considérée et de la valeur de l'indice TP01 au moment de la réévaluation.
- Il doit aussi être réévalué à l'initiative de l'exploitant en cas de hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 depuis le début de la période quinquennale considérée.
- L'exploitant devra adresser au Préfet le document attestant de la constitution de la garantie financière en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.4. Il devra être conforme au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.
- L'attestation du renouvellement de la garantie financière devra être transmise au Préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours.
- Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant fera parvenir au Préfet un mémoire présentant un bilan sur l'état environnemental du site lors de la période quinquennale écoulée comprenant :
 - le plan prévu à l'article 4.2,
 - une présentation des analyses d'eau réalisées,
 - une présentation des mesures de bruit réalisées,
 - et une présentation des travaux réalisés pour la protection de l'Environnement.
- L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par le Préfet, après constat de la remise en état de l'installation conformément aux dispositions du présent arrêté.
- Indépendamment d'éventuelles sanctions pénales, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation.

Article 8 - PROTECTION DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Règlement Général des Industries Extractives.

Article 9 - INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

Les installations soumises à déclaration doivent, sauf dispositions contraires prévues dans le présent arrêté, respecter les prescriptions des arrêtés types respectifs.

Article 10 - ANNULATION, DECHEANCE

La présente autorisation cessera de fait si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si elle n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 11 - SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt, notamment, les sanctions prévues, par les articles L142-1, L142-2, L216-6, L216-13, L514-1 à L514-3, L514-15, L514-18, L541-46 et L541-47 du Code de l'Environnement.

Article 12 - PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être tenu à disposition de toute personne intéressée.

Un exemplaire de cet arrêté sera affiché en mairie de SAINT-BRANDAN pendant une durée minimale d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans les locaux de la carrière.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 13 - LES DROITS DES TIERS DEMEURENT EXPRESSEMENT RESERVES.

Article 14 - L'ARRETE DU 30 JUILLET 1991 SUSVISE EST ABROGE.

Article 15 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de :

- deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à partir de la notification qui lui est faite de l'arrêté préfectoral,
- six mois pour les tiers à partir de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début de d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 16 - APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-D'ARMOR,

Le Maire de SAINT-BRANDAN,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

qui sera notifié à la SAS ANDRE BIDAULT ainsi qu'aux maires de LE FOEIL, L'HERMITAGE-SUR-LORGE, PLOEUC-SUR-LIE et PLAINTTEL.

Annexes à l'arrêté:

- Plan de la carrière sur fond cadastral (localisation de l'autorisation)
- Plans de phasage de l'exploitation (6 phases)
- Plan de remise en état

SAINT-BRIEUC, le 19 OCT. 2006

LE PREFET

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

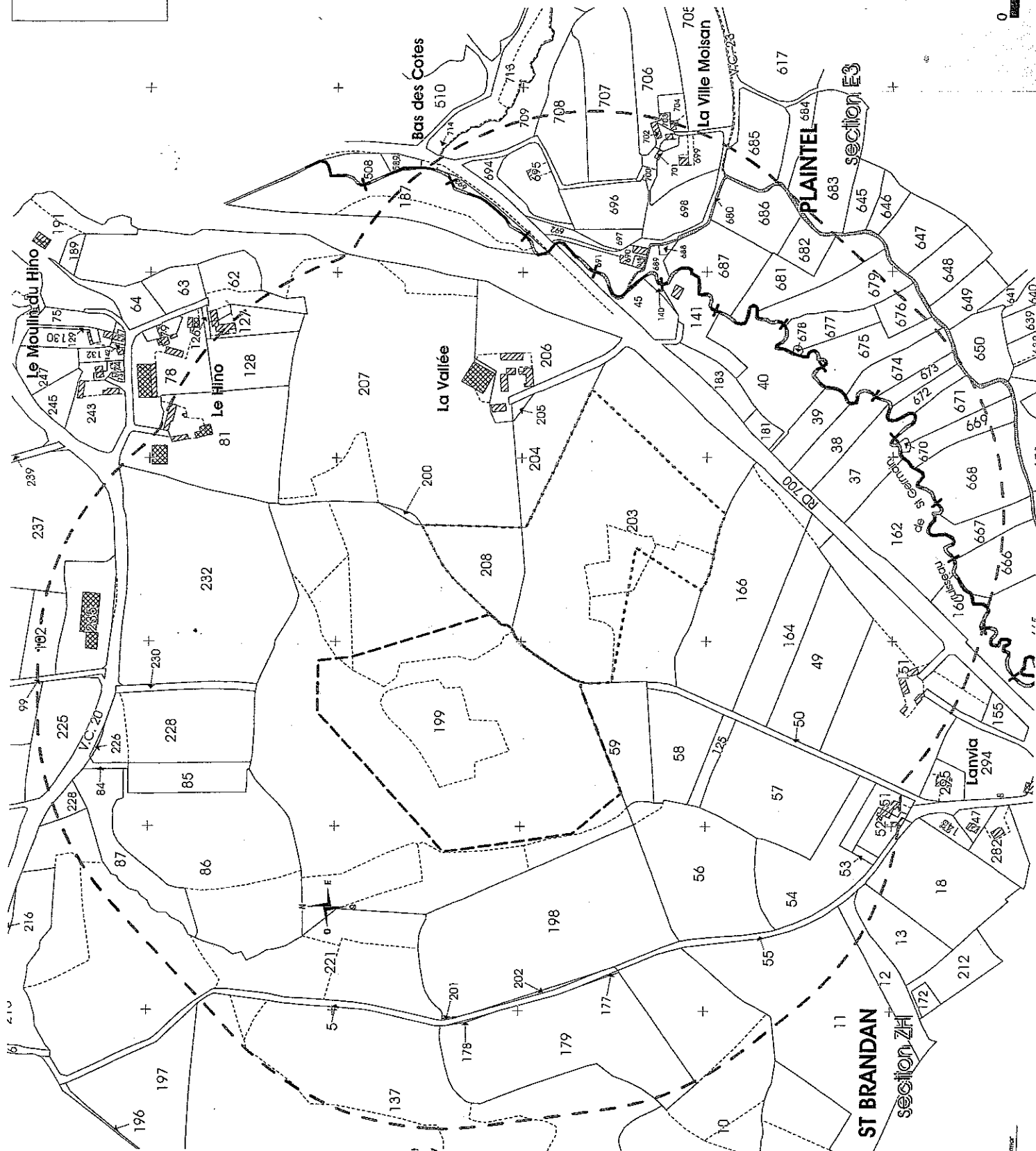


Jacques MICHELOT

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22

SITUATION PARCELLAIRE
au 1/4000

Carrière actuelle
Extension demandée
Rayon de 300 m
Limite communale



S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22

PHASE 1 : 0 - 5 ans
au 1/3000

La Vallée

pour être annexé à l'arrêté Préfectoral
en date du :









19 OCT. 2006

L'Attaché, Christian RAYMOND

Christian RAYMOND

RD 700

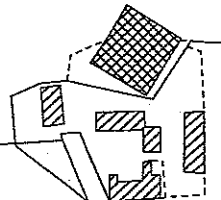
0 20 40 60 80 100 m

-  Limite du site
-  Front d'exploitation
-  Zone d'exploitation :
extraction et remblaiement
-  Découverte
-  Plste
-  Zone remblayée
et/ou remise en état
-  Merlon
-  Coupe

S.A. BIDAULT
 Carrière de la Vallée
 Commune de St Brandan - 22









 PHASE 2 : 5 - 10 ans
 au 1/3000

La Vallée



RD 700

0 20 40 60 80 100 m

-  Limite du site
-  Front
-  Zone d'exploitation :
extraction et remblaiement
-  Découverte
-  Piste
-  Zone remblayée
et/ou remise en état
-  Merlon
-  Coupe

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22

PHASE 3 : 10 - 15 ans
au 1/3000

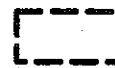
La Vallée

A

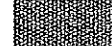
B

RD 700

0 20 40 60 80 100 m



Limite du site



Front



Zone d'exploitation :
extraction et remblaiement



Découverte



Piste



Zone remblayée
et/ou remise en état



Merton

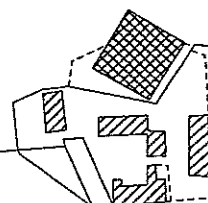


Coupe

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22








PHASE 4 : 15 - 20 ans
au 1/3000

La Vallée

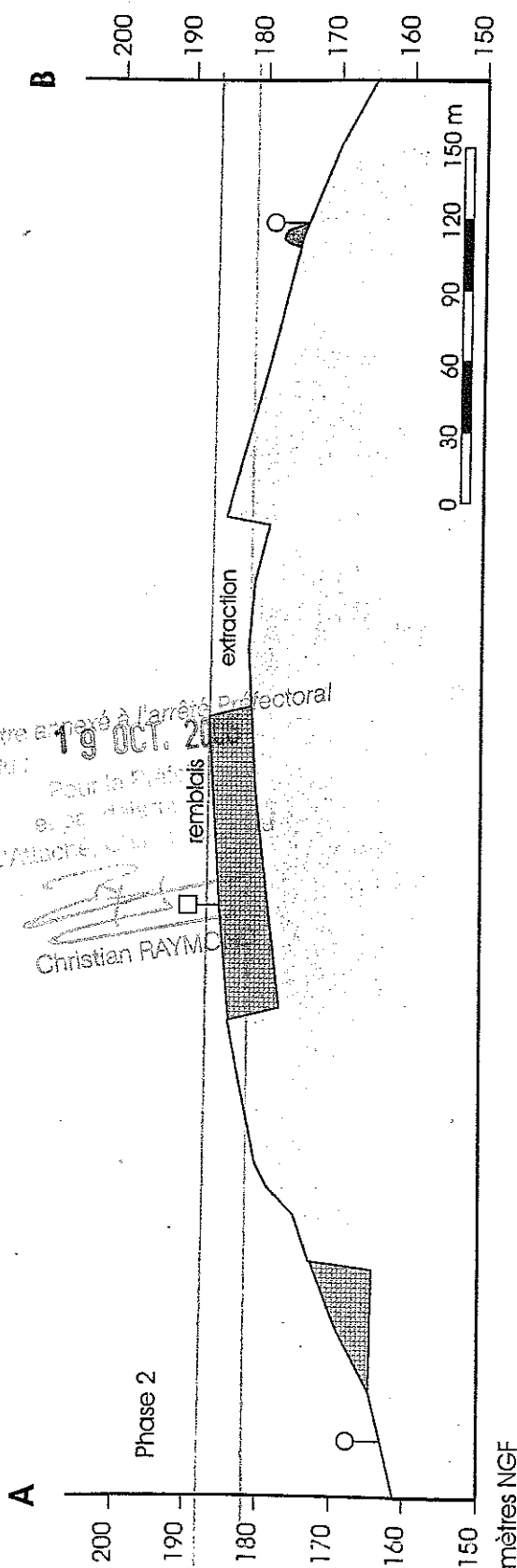
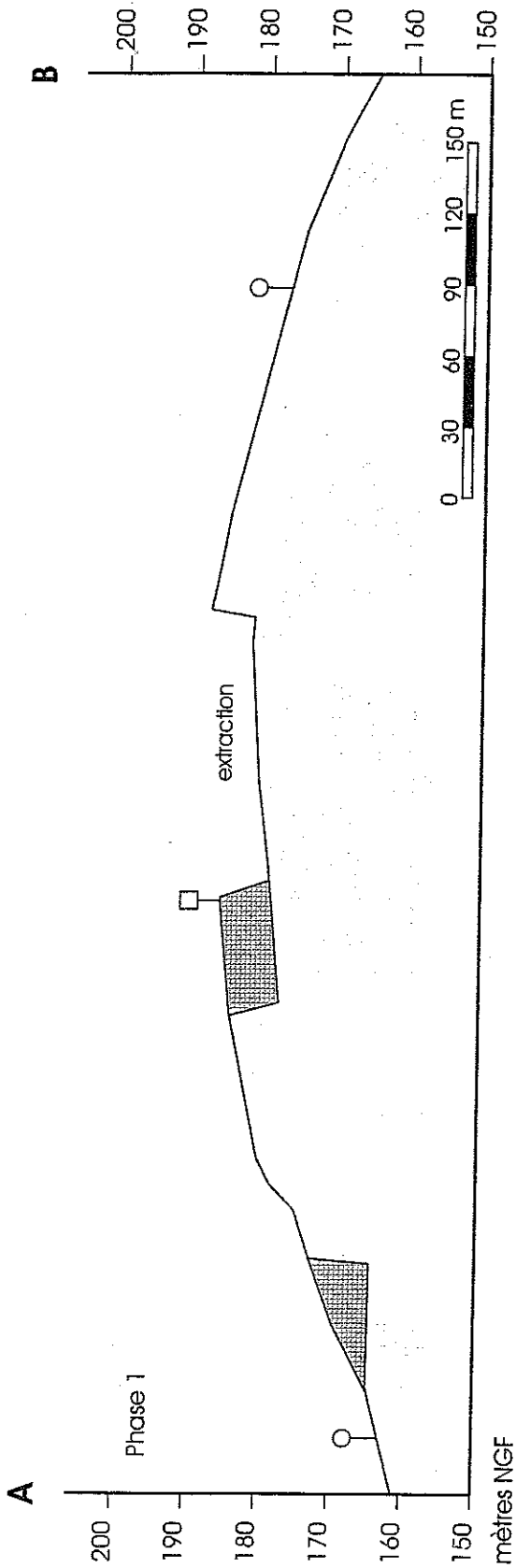


RD 700

0 20 40 60 80 100 m

-  Limite du site
-  Front
-  Zone d'exploitation :
extraction et remblaiement
-  Piste
-  Zone remblayée
et/ou remise en état
-  Merlon
-  Coupe

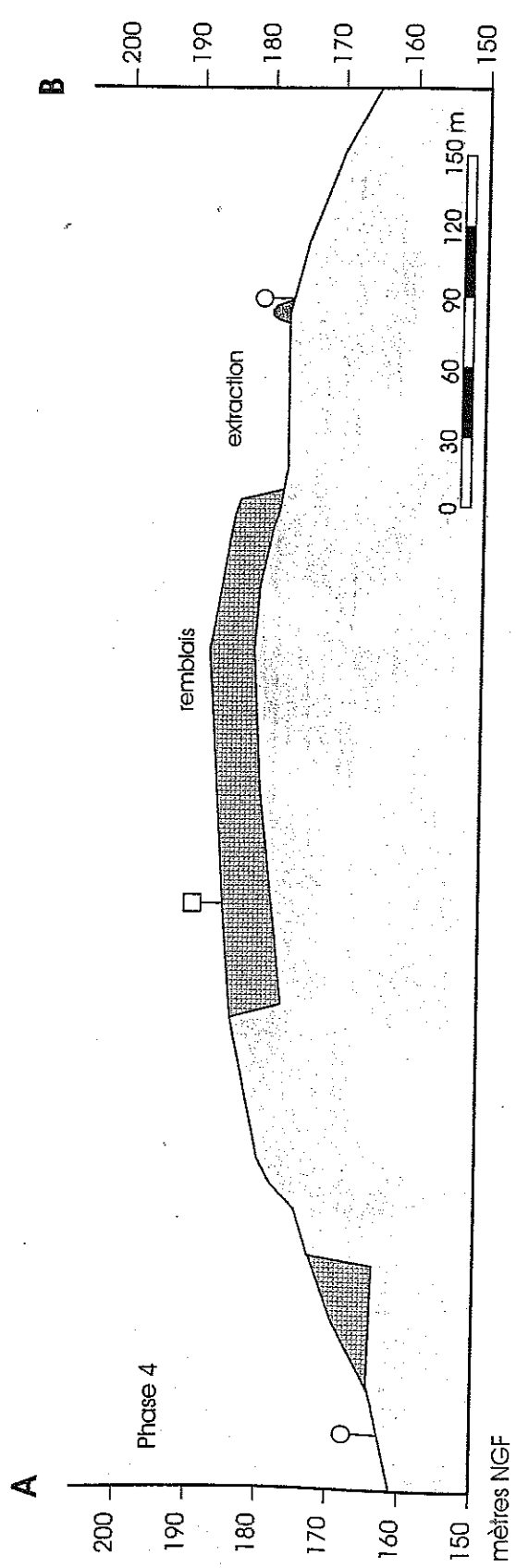
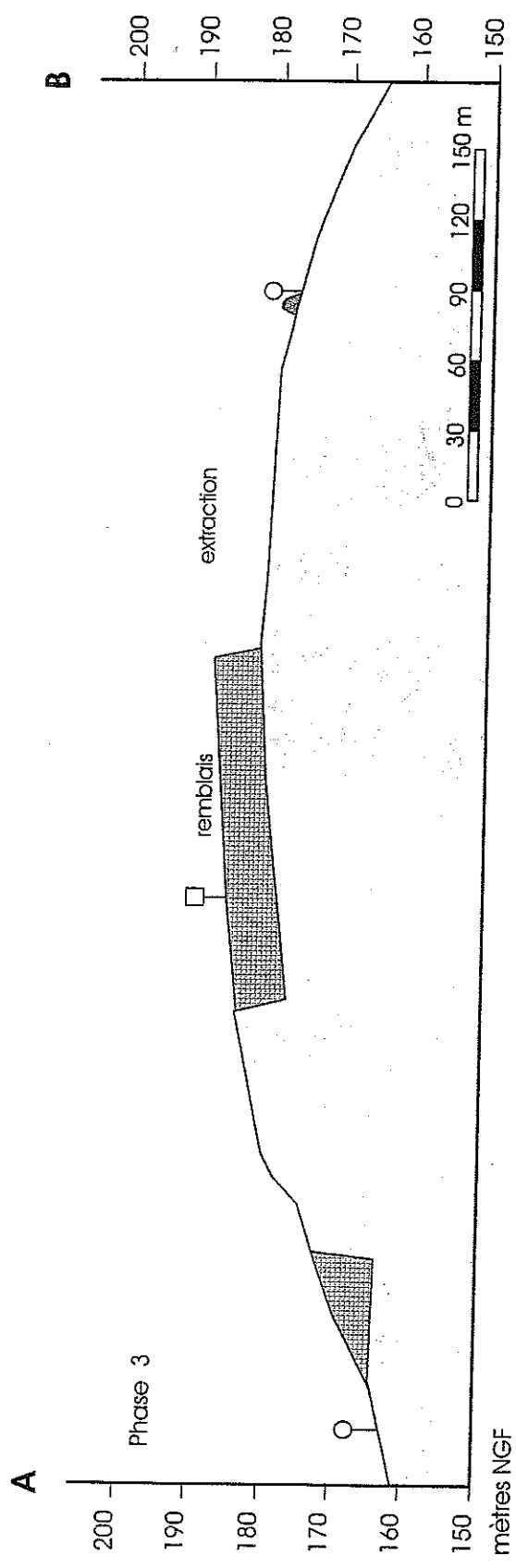
S.A. BIDAULT
 Carrière de la Vallée
 COUPE DES PHASES 1 & 2



Vu pour être annexé à l'arrêté Préfectoral
 en date du 19 OCT. 2007
 Pour la Préfecture
 de la Région
 L'Attaché, Christian RAYMOND

Limite du site
 Limite

S.A. BIDAULT
 Carrière de la Vallée
 COUPE DES PHASES 3 & 4



○ Limite du site
 □ Limite
 remblaiement/extension

La Vallée

A








B

Vu pour être annexé à l'arrêté Préfectoral
en date du 19 OCT. 2006

Christian RAYMOND

RD 700

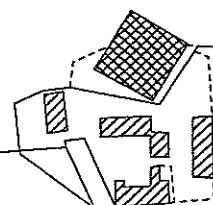
0 20 40 60 80 100 m

-  Limite du site
-  Front
-  Zone d'exploitation :
extraction et remblaiement
-  Piste
-  zone remblayée
et/ou remise en état
-  Merlon
-  Coupe

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22

PHASE 6 : 25 - 30 ans
au 1/3000

La Vallée



Limite du site



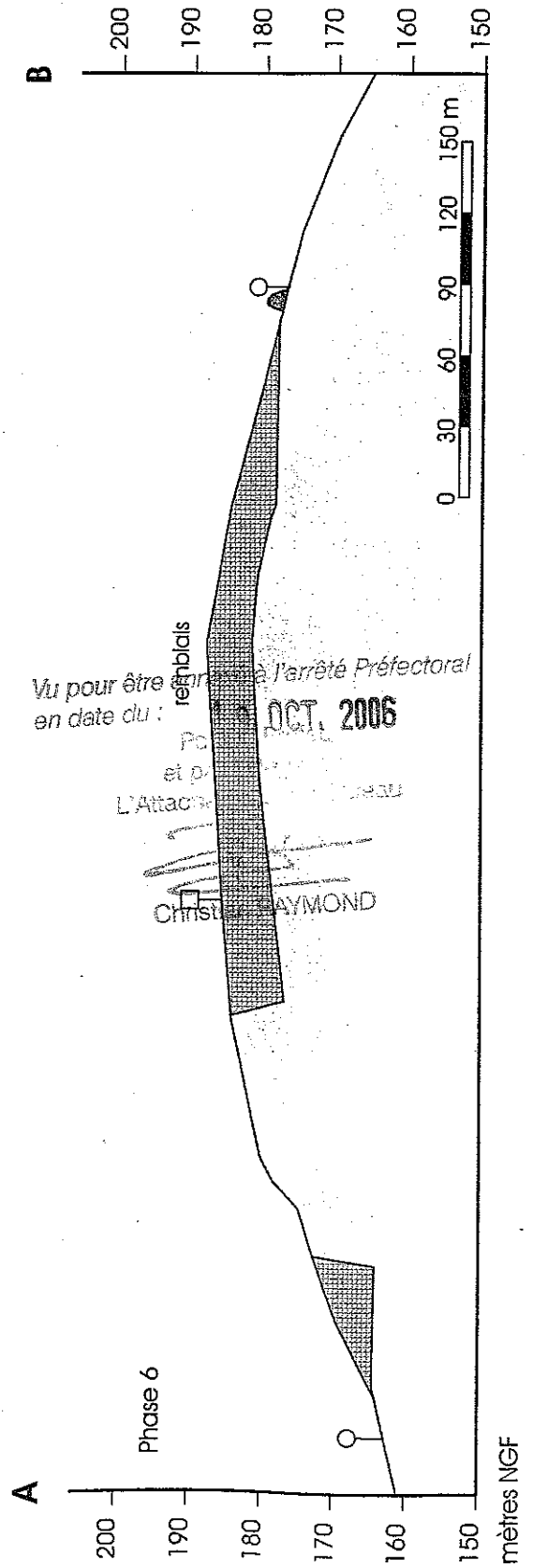
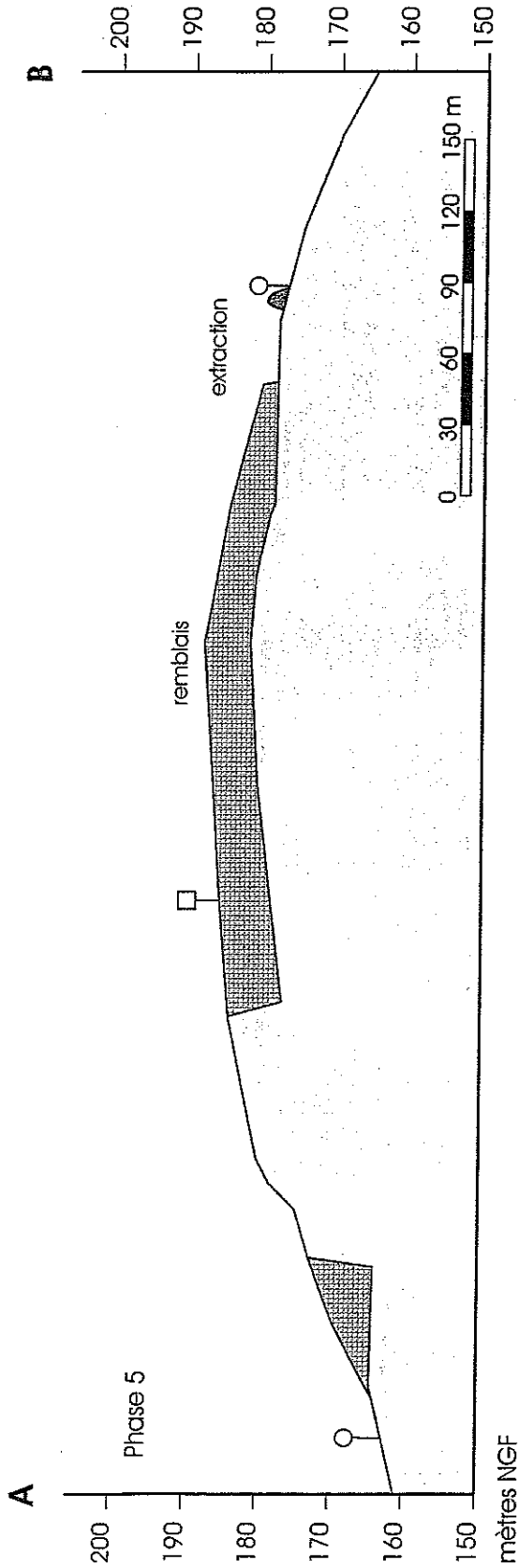
Zone remblayée
et/ou remise en état



Coupe

0 20 40 60 80 100 m

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
COUPE DES PHASES 5 & 6



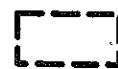
limite du site

S.A. BIDAULT
Carrière de la Vallée
Commune de St Brandan - 22

REMISE EN ÉTAT
au 1/3000

La Vallée

0 20 40 60 80 100 m



Limite du site



Zone remise en état
(les parties excavées
auront été remblayées)



Topographie finale